



DISPARITION

Firmin Ayessa repose pour l'éternité à Ondza



Après le dernier hommage de la République qui lui a été rendu lundi au Palais des congrès à Brazzaville, le ministre d'Etat, Firmin Ayessa, décédé le 17 février à Istanbul en Turquie, a été porté en terre le 24 février à Ondza, son village natal, dans le district de Makoua, en présence du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, des corps constitués nationaux, des membres de sa famille biologique et politique. Eminent serviteur du pays, le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a eu un parcours professionnel et politique riche en expérience et plein d'enseignements

Page 16

Dernier hommage au ministre d'Etat Firmin Ayessa

AFRIQUE CENTRALE

Des feuilles de route pour monétiser la richesse forestière

Six pays du Bassin du Congo, à savoir le Cameroun, la Centrafrique, la RD Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon et la République du Congo envisagent de prendre des mesures audacieuses pour débloquent des paiements fondés sur les résultats et le financement climatique, grâce à des feuilles de route visant à monétiser la richesse forestière. « Ces

feuilles de route constituent le lien crucial et montrent comment les pays peuvent convertir le capital naturel en investissements tangibles générant des revenus, des emplois et de la résilience pour les communautés locales », a déclaré Chakib Jenane, directeur régional de la pratique de la Banque mondiale pour la région Afrique de l'Ouest et du centre. Page 13

INSERTION PROFESSIONNELLE

Plus de 1000 jeunes bénéficient d'un accompagnement



Quelque 1500 jeunes du 5^e arrondissement de Brazzaville, formés aux divers métiers porteurs, ont reçu le 21 février, au terme de plusieurs mois d'apprentissage initié dans le cadre du programme « Agir pour

les jeunes », des kits d'accompagnement pour favoriser leur insertion professionnelle. Cette première vague a concerné plusieurs filières, telles que l'informatique, le secrétariat bureautique, hôteesse d'accueil et de l'air, l'hôtellerie, la restauration et la pâtisserie. Page 7

ENERGIES RENOUVELABLES

Le CEO diagnostique le cadre réglementaire du secteur



Le Centre d'excellence d'Oyo (CEO) a réalisé, avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, le diagnostic des politiques, cadre légal et réglementaire du secteur des énergies renouvelables en République du Congo. « Ce diagnostic a permis d'examiner, enrichir et valider collectivement les recommandations formulées afin qu'elles puissent servir de base à des réformes concrètes et opérationnelles en cours », a indiqué la directrice exécutive du CEO, le Dr

La directrice exécutive du CEO avec les partenaires/DR Maryse Nkoua Ngavouka, à l'ouverture des travaux, ajoutant que cette étude constitue une étape importante dans la démarche d'amélioration du cadre légal institutionnel et réglementaire du secteur énergétique. Page 6

Éditorial

Dangers

Page 2

ÉDITORIAL

Dangers

À l'ère du digital, les enfants sont de plus en plus connectés à internet. Si l'on peut y avoir une certaine utilité pour l'apprentissage ou le divertissement, le Web n'est pas sans danger. Les menaces sont nombreuses, notamment la cyberaddiction, facteur avéré de désocialisation qui peut impacter leurs résultats scolaires, mais aussi créer des dysfonctionnements de la cellule familiale et amicale. En famille, il est essentiel que les parents prennent conscience de cette réalité en veillant sur les contenus auxquels les enfants ont accès.

Les réseaux sociaux peuvent également nuire dramatiquement à la santé mentale et à l'estime de soi, en particulier chez les adolescents. Pour garantir un meilleur usage de la technologie par nos enfants, les acteurs gouvernementaux, la société civile et les écoles doivent renforcer leurs réflexions sur ces sujets et programmer des campagnes soutenues pour doter les élèves et les parents d'outils permettant un usage raisonnable d'internet.

Autre problème majeur, des individus en ligne ciblent les enfants avec des contenus inappropriés, la finalité étant pour les prédateurs de nouer des relations avec des mineurs à des fins d'exploitation. La technologie est certes devenue indispensable, mais le digital expose aujourd'hui la société tout entière à de graves périls.

Face aux dérives du numérique, mettre en place des techniques de filtrage limitant ou bloquant l'accès aux contenus déviants devient un impératif par l'ensemble des acteurs du secteur éducatif. La réussite d'un tel projet contribuera à parfaire l'éducation, la formation et à prémunir les enfants contre les dangers découlant d'un usage abusif des réseaux sociaux.

Les Dépêches de Brazzaville

RENCONTRE CITOYENNE

Joseph Kignoumbi Kia Mboungou à l'écoute des habitants de Talangai

Candidat à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars, le président du parti La Chaîne, Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, a organisé, le 22 février, une rencontre citoyenne dans le sixième arrondissement de Brazzaville, Talangai. L'objectif était de recueillir les préoccupations des filles et fils des quartiers Nord de la capitale, avant le lancement officiel de la campagne électorale.

Joseph Kignoumbi Kia Mboungou a justifié, lors de l'échange, la récurrence de son engagement aux élections présidentielles par une volonté constante de servir le pays. Les sujets abordés ont tourné autour du chômage des jeunes, les pénuries d'eau et d'électricité, ainsi que les défaillances du système éducatif. La rencontre citoyenne a également permis d'aborder des sujets tels que l'injustice sociale, la corruption, le tribalisme et l'impunité. Selon le président de La Chaîne, ces maux sont dus « au manque de volonté politique de la part des dirigeants en place ». Sans aller dans les détails, il a parlé du projet de société qu'il entend présenter aux Congolais. Il place, en effet, la formation professionnelle au cœur de la stratégie nationale, afin de permettre aux jeunes de devenir des entrepreneurs compétents, soutenus par un accompagnement public réel. « Plus de deux cents milliards FCFA pour l'éducation des jeunes », a-t-il prévu dans son programme. Le président de la formation politique La Chaîne a rappelé que l'avenir du Congo repose sur ses



Joseph Kignoumbi Kia Mboungou./Adiac

propres citoyens. S'agissant des interrogations sur sa crédibilité, il a renvoyé « ses détracteurs » à l'épreuve des faits après l'élection, tout en soulignant que le peuple demeure le seul juge souverain.

Après Baongo, la descente effectuée par le candidat à Talangai était avant tout de présenter les grandes lignes de son projet de société qu'il pense mettre à la disposition des Congolais le moment venu.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet : www.brazzaville-adiac.com DIRECTION Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Conseillère de direction : Raïssa Angombo RÉDACTIONS Direction des rédactions : Émile Gankama Assistante : Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout RÉDACTION DE BRAZZAVILLE Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina, Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya Grand reporter : Nestor N'Gampoula Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)	RÉDACTION DE POINTE-NOIRE Chef d'agence : Victor Dosseh Rédacteur en chef : Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34 RÉDACTION DE KINSHASA Direction de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali Coordonnateur : Alain Diasso Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200 SECRETARIAT DE REDACTION Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi PAO – MAQUETTE Chef de service PAO : Eudes Banzouzi Chef de service : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff INTERNATIONAL Direction : Bénédicte de Capèle	Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole ADMINISTRATION - FINANCES Direction : Kiobi Abira Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo Chef de service Audit : Arcade Bikondi, , Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny PUBLICITÉ ET DIFFUSION Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL Direction : Guillaume Pigasse Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat LOGISTIQUE ET SECURITE Direction : Gérard Ebami Sala Adjoint à la direction : Elvy Bombete Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS Direction : Emmanuel Mbengué Assistante : Dina Dorcas Tsoumou	Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara. LIBRAIRIE LES MANGUIERS Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE Direction : Emmanuel Mbengué ADIAC Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault *Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com
--	---	---	--

DISPARITION

L'ancienne ministre Emilie Manima inhumée à Sibiti

Décédée le 11 février dernier à Brazzaville à l'âge de 90 ans, l'ancienne ministre des Affaires sociales, Émilie Manima, a été inhumée à Sibiti, dans le département de la Lékoumou, après avoir reçu les hommages de la nation au cours d'une cérémonie solennelle organisée le 20 février au Palais des congrès de Brazzaville, en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

La République, reconnaissante a fait, en effet, ses adieux à Emilie Manima, première femme ministre du Congo qui a marqué l'histoire politique du pays. Fidèle à ce qui est devenu une tradition, le chef de l'Etat a déposé une gerbe de fleurs avant de se recueillir devant le cercueil contenant le corps sans vie de l'illustre disparue.

Sage-femme de formation, Emilie Manima s'est affirmée comme une femme engagée en faveur de la promotion du secteur de la santé maternelle et de l'émancipation féminine au Congo. La ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, a retracé le parcours élogieux d'une femme née le 25 mars 1936 à Brazzaville, à une époque où la

ville était encore marquée par l'administration coloniale.

« Emilie Manima appartient à cette génération pionnière qui comprit très tôt que l'émancipation d'un peuple passe par l'éducation et la santé. Choisir dans les années 1950 de devenir sage-femme n'était pas qu'un simple choix professionnel, mais un acte de foi en l'avenir, un acte de courage et un acte de responsabilité nationale. Formée à l'Ecole des sages-femmes à Dakar, au Sénégal, de 1956 à 1958, à la veille des indépendances africaines, elle revint au pays avec une conviction claire : servir les mères, servir les enfants, servir la vie », a-t-elle fait savoir dans l'oraison funèbre.

Actuellement présidente du



La dépouille mortelle de l'ancienne ministre des Affaires sociales /DR

Conseil économique, social et environnemental, l'ancienne ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Emilienne

Raoul, fait partie des personnalités qui ont connu Emilie Manima. « Le souvenir que je garde d'elle, c'était une dame sévère. Dans le

travail, elle était vraiment sévère à nous surveiller et plus tard aussi, lorsque nous sommes devenues des collègues, c'est une personne qui nous a toujours respectées bien que nous ayons été les plus jeunes qu'elle. Je garde aussi le souvenir de son passage en tant que ministre des Affaires sociales, première femme ministre au Congo. Mais, vous savez pourquoi elle est devenue ministre ? C'est justement parce que l'année 1975 était l'année internationale de la femme, au niveau mondial. A ce titre, je crois que le président Marien Ngouabi avait jugé bon de nommer une femme au sein de son gouvernement », a témoigné Emilienne Raoul.

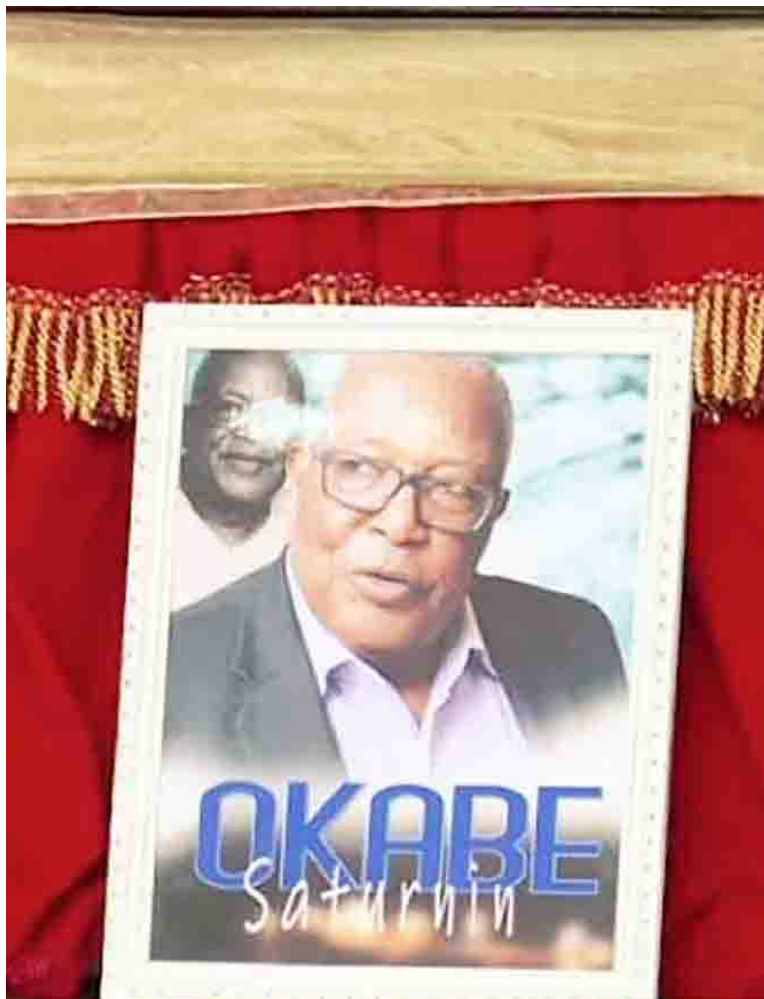
Parfait Wilfried Douniama

Dernier hommage de la nation à Saturnin Okabé

Les corps constitués nationaux ont rendu, le 21 février au Palais des congrès de Brazzaville, en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, un dernier hommage à l'ancien ministre des Finances, Saturnin Okabé, décédé le 5 février en France, à l'âge de 89 ans.

Le chef de l'Etat s'est incliné devant la dépouille de l'illustre disparu avant de consoler la famille éplorée et le départ du cortège funèbre pour le cimetière du centre-ville où Saturnin Okabé reposera pour l'éternité. Né en 1937 à Ifoundaka, dans le district de Makoua, département de la Cuvette, Saturnin Okabé s'est engagé très tôt sur le chemin du savoir qui le mène des années plus tard à l'Ecole des douanes de Neuilly-sur-Seine, en France, où il obtient brillamment le diplôme de fin de parcours.

Premier directeur général des douanes congolaises, il a dirigé la société Hydro-Congo. Ministre des Finances et du Budget de 1973 à 1976, Saturnin Okabé a également occupé les fonctions de ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme de 1976 à 1977.



Le ministre d'Etat, directeur de cabinet du chef de l'Etat, Florent Ntsiba, s'est interro-

gé, dans son éloge funèbre, sur les diverses explications qui accompagnent un mort.

« Sa Majesté la mort, quel regard pose-t-elle sur nous ? Ni regard ni égard. Quel visage nous fait-elle ? Elle ne fait pas les visages, elle les défait. Nous parlons d'elle à voix basse de peur qu'elle ne nous entende. Le jeune se réjouit de la mort du vieux et vice-versa, le pauvre de la mort du riche et le riche estime consolation celle du pauvre. Chacun comprend et explique la mort de l'autre. Si le puissant meurt, on dit que c'est le souci, si c'est le prince, on pense au poison, si c'est le savant, c'est qu'il travaillait trop du cerveau. Le magistrat, il meurt de trop d'affaires. L'étudiant, il aurait dû vivre un peu plus et étudier un peu moins. Le soldat, c'était joué d'avance. L'homme en bonne santé se fiait trop à sa nature, le malade, s'était dit. Ainsi,

chacun pense vivre ce que les autres laissent », a-t-il indiqué, selon son style. Ancien président et secrétaire général du Rassemblement pour la démocratie et le développement, Saturnin Okabé a été un grand serviteur de la nation. « Par ses idéaux fédérateurs, Saturnin Okabé s'était inscrit dans l'exercice d'une opposition expurgée de toute méchanceté, de toute violence, de toute animosité, au nom de l'intérêt supérieur de la nation et au-dessus de toutes autres considérations contraires. Devant les rebords de l'excès et des extraits, il savait sublimer le courage, le sens de la responsabilité et du devoir pour exorciser les démons destructeurs de la division et de l'intolérance », a souligné Florent Ntsiba dans l'oraison funèbre.

P.W.D.

Façonner un avenir centré sur l'humain pour l'intelligence artificielle – Sommet sur l'impact de l'IA 2026

À un moment décisif de l'histoire de l'humanité, le monde s'est réuni à New Delhi à l'occasion du Sommet sur l'impact de l'IA 2026. Pour nous, en Inde, ce fut un immense honneur et une grande joie d'accueillir des Chefs d'État, des Chefs de gouvernement, des délégués et des innovateurs venus du monde entier.

L'Inde agit toujours avec ampleur et dynamisme, et ce Sommet n'a pas fait exception. Des représentants de plus de 100 nations se sont réunis. Des innovateurs ont présenté des produits et services d'intelligence artificielle à la pointe de la technologie. Des milliers de jeunes étaient présents dans les halls d'exposition, posant des questions et imaginant de nouvelles possibilités. Leur curiosité a fait de cet événement le plus vaste et le plus démocratisé des sommets consacrés à l'IA. J'y vois une étape importante dans le parcours de développement de l'Inde, car un véritable mouvement de masse en faveur de l'innovation et de l'adoption de l'IA est désormais lancé.

L'histoire humaine a connu de nombreuses révolutions technologiques qui ont changé le cours de la civilisation. L'intelligence artificielle appartient à la même catégorie que le feu, l'écriture, l'électricité et l'internet. Toutefois, avec l'IA, des transformations qui prenaient autrefois des décennies peuvent désormais se produire en quelques semaines et toucher la planète entière.

L'IA rend les machines intelligentes, mais elle constitue surtout un puissant levier pour l'action humaine. Il est essentiel de faire de l'IA un outil centré sur l'être humain plutôt que sur la machine. Lors de ce Sommet, nous avons placé le bien-être humain au cœur du dialogue mondial sur l'IA, en nous fondant sur le principe de « Sarvajana Hitaya, Sarvajana Sukhaya » (le bien-être et le bonheur de tous).

J'ai toujours estimé que la technologie doit être au service des personnes, et non l'inverse. Qu'il s'agisse des paiements numériques via UPI ou de la vaccination contre la COVID, nous avons veillé à ce que l'infrastructure publique numérique bénéficie à tous, sans exclusion. J'ai retrouvé le même esprit lors de ce Sommet, notamment dans les travaux de nos innovateurs dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité, de l'assistance aux personnes en situation de handicap et des outils destinés aux populations multilingues.

Il existe déjà en Inde des exemples concrets du potentiel de l'IA pour autonomiser les citoyens. Récemment, « Sarlaben », un assistant numérique alimenté par l'IA lancé par la coopérative laitière indienne AMUL, fournit des conseils en temps réel à 3,6 millions d'éleveurs, principalement des femmes, concernant la santé et la productivité du bétail, dans leur propre langue. De même, une plateforme fondée sur l'IA, dénommée Bharat VIS-TAAR, offre aux agriculteurs des informations multilingues, allant des prévisions météorologiques aux prix du marché.

L'être humain ne doit jamais devenir un simple point de données ou une matière première pour les machines. L'IA doit au contraire être un outil au service du bien commun mondial, ouvrant de nouvelles perspectives de progrès, notamment pour les pays du Sud global. Afin de concrétiser cette vision, l'Inde a présenté le cadre MANAV pour une gouvernance de l'IA centrée sur l'humain.

M – Systèmes moraux et éthiques : l'IA doit reposer sur des principes éthiques.

A – Gouvernance responsable : des règles transparentes et un contrôle rigoureux.

N – Souveraineté nationale : le respect des droits des États sur leurs données.

A – Accessibilité et inclusion : l'IA ne doit pas être un monopole.

V – Validité et légitimité : l'IA doit respecter la loi et pouvoir être vérifiée.

MANAV, qui signifie « humain », propose des principes destinés à ancrer l'IA dans les valeurs humaines au XXI^e siècle.

La confiance constitue le fondement de l'avenir de l'IA. À l'heure où les systèmes génératifs produisent massivement du contenu, les sociétés démocratiques sont confrontées aux risques liés aux fausses informations et aux contenus truqués. De même que les denrées alimentaires portent des étiquettes nutritionnelles, les contenus numériques doivent comporter des indications d'authenticité. J'invite la communauté internationale à élaborer des normes communes pour le marquage et la vérification des sources. L'Inde a déjà franchi une étape en rendant obligatoire, par la loi, l'étiquetage clair des contenus générés artificiellement.

Le bien-être de nos enfants nous tient particulièrement à cœur. Les systèmes d'IA doivent être conçus avec des garanties favorisant une utilisation responsable, accompagnée par les familles, dans le même esprit de vigilance que celui appliqué aux systèmes éducatifs.

La technologie produit ses plus grands bénéfices lorsqu'elle est partagée plutôt que conservée comme un atout stratégique. Les plateformes ouvertes peuvent permettre à des millions de jeunes de contribuer à rendre la technologie plus sûre et plus centrée sur l'humain. Cette intelligence collective est la plus grande force de l'humanité. L'IA doit évoluer comme un bien commun mondial.

Nous entrons dans une ère où les humains et les systèmes intelligents co-crèent, collaboreront et évolueront ensemble. De nouvelles professions verront le jour. Lorsque l'internet est apparu, nul ne pouvait imaginer toutes les possibilités qu'il offrirait. Il a créé d'innombrables opportunités, et il en sera de même pour l'IA.

Je suis convaincu que notre jeunesse, forte et dynamique, sera le véritable moteur de l'ère de l'IA. Nous encourageons la formation, la reconversion et l'apprentissage tout au long de la vie grâce à certains des programmes de développement des compétences les plus vastes et les plus diversifiés au monde.

L'Inde abrite l'une des plus importantes populations de jeunes et de talents technologiques au monde. Grâce à notre capacité énergétique et à la clarté de nos politiques, nous sommes idéalement placés pour exploiter pleinement le potentiel de l'IA. Lors de ce Sommet, j'ai été fier de voir des entreprises indiennes lancer des modèles et applications d'IA développés localement, illustrant la profondeur technologique de notre écosystème d'innovation.

Afin de soutenir la croissance de notre écosystème de l'IA, nous mettons en place une infrastructure solide. Dans le cadre de la Mission India AI, nous avons déployé des milliers de processeurs graphiques (GPU) et prévoyons d'en déployer davantage prochainement. En donnant accès à une puissance de calcul de classe mondiale à des coûts abordables, même les plus petites start-up peuvent devenir des acteurs mondiaux. Nous avons également créé un Répertoire national de l'IA afin de démocratiser l'accès aux ensembles de données et aux modèles d'IA. Des semi-conducteurs aux infrastructures de données, en passant par les start-up et la recherche appliquée, nous couvrons l'ensemble de la chaîne de valeur.

La diversité, la démocratie et la dynamique démographique de l'Inde offrent un environnement propice à une innovation inclusive. Les solutions qui réussissent en Inde peuvent bénéficier à l'humanité tout entière. C'est pourquoi nous adressons cette invitation au monde : concevez et développez en Inde. Fournissez au monde. Servez l'humanité.

Narendra Modi

Premier Ministre de l'Inde

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Les sages de Mouyondzi indiquent le choix à faire

Le district de Mouyondzi, dans le département de la Bouenza, se met en ordre de bataille pour l'élection présidentielle des 12 et 15 mars, dont la campagne débute le 28 février sur toute l'étendue du territoire national.

Les sages et notables ont fait appel, en effet, à tous les ressortissants du «Grand Mouyondzi», le 22 février pour une concertation au cours de laquelle ils ont donné un mot d'ordre : « *Elire le candidat Denis Sassou N'Guesso à 100%* ». Un engagement concerté pour une participation massive afin de traduire ce mot d'ordre dans les urnes.

« *Nous sommes venus ici à l'appel des sages. Et le mot d'ordre est venu d'eux. En réalité, nous sommes venus prendre les instructions de nos papas et de nos mamans. Nous avons donné notre assentiment à ce message et j'ai la lourde respon-*



sabilité de le porter au président de la République », a

indiqué la ministre Jacqueline Lydia Mikolo, ajoutant :

« *Une seule parole, un seul candidat* ».

En réalité, la consigne n'appelle pas à voter pour le candidat choisi uniquement à Mouyondzi mais à le faire partout où les ressortissants de cette localité se trouveraient.

Il convient de rappeler que le candidat Denis Sassou N'Guesso lancera sa campagne le 28 février, à Pointe-Noire. S'agissant du scrutin, les éléments de la force publique voteront le 12 mars pendant que la campagne s'achèvera le jour suivant. «Une journée de silence électoral» marquera le jour du vote des hommes en uniforme. Le vote général, quant à lui, aura lieu le 15 mars.

Rominique Makaya

JOURNÉE PORTES OUVERTES

Le PDC célèbre l'engagement féminin

Le siège du Parti congolais du travail (PCT) à Talangaï a abrité, le 21 février, une session de réflexion politique des femmes du Parti des démocrates congolais (PDC) sur le thème « L'impact de la femme politique dans la vie sociale ».



Les membres du PDC/DR

Une occasion de vulgariser la vision du parti et de mettre en lumière le rôle essentiel que joue la femme dans l'échiquier politique national.

La session a été ouverte par Beriche Djoubé, secrétaire chargé à l'organisation et à la mobilisation, qui a souligné l'importance de la femme, une force vive pour le rayonnement du PDC.

Les débats, riches en échanges, se sont concentrés sur les stratégies de développement de la femme en milieu politique. Clôturant les discussions, le président national du parti, Donatien Itoua, est intervenu pour recadrer les échanges et réaffirmer les orientations de sa formation. Plusieurs motions d'engagement, témoignant la détermination des cadres du parti à renforcer leur présence sur le terrain social, ont été lues.

En tant que membre de la majorité présidentielle, le PDC n'a pas manqué de rendre un hommage solennel à Firmin Ayessa, ministre d'Etat, ministre en charge de la Fonction publique, récemment disparu. Une minute de silence a été observée en sa mémoire avant la fin de l'événement.

Rude Ngoma

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Le colonel Bienvenu Désiré Moundélé-Ngollo, nouveau commandant de l'ACMIL

Le colonel Bienvenu Désiré Moundélé-Ngollo a été officiellement installé à l'issue d'une cérémonie de prise de commandement à l'Académie militaire Marien-Ngouabi (ACMIL), tenue le 21 février, à Brazzaville.



Le colonel Bienvenu Désiré Moundélé-Ngollo installé dans ses fonctions par le commandant des écoles des FAC/Adiac

La cérémonie s'est déroulée en présence du commandant des écoles des Forces armées congolaises (FAC), le général de brigade Charles Victoire Batandi. Elle a été marquée, entre autres, par la lecture de l'acte administratif portant nomination du nouveau commandant et le rituel de son intronisation ainsi que de prise de commandement. Le colonel Bienvenu Désiré Moundélé-Ngollo connaît, en effet, l'ampleur de la tâche qui l'attend. « *J'ai pleine conscience de la tâche énorme qu'il y a à accomplir ici. J'ose espérer ne pas faillir, sinon ne pas décevoir la hiérarchie qui a placé toute sa confiance en ma personne et je pense pouvoir marcher sur les pas de mon prédécesseur et continuer l'œuvre* », a-t-il promis.

Le colonel Bienvenu Désiré

Moundélé-Ngollo a suivi plusieurs formations militaires : 2017-2018, cours de l'enseignement militaire supérieur du deuxième degré à l'Ecole supérieure internationale de guerre (Cameroun) ; 2014-2015 : cours d'état-major à l'Ecole d'état-major de Libreville (Gabon) ; 2007-2008 : cours de commandant de compagnie à l'Académie de l'infanterie mécanisée de Shijiazhuang de l'armée populaire de libération, Chine ; 2004-2005 : cours d'application option infanterie à l'ACMIL (Première promotion) ; 2003-2004 : formation initiale à l'ACMIL, 8e promotion baptisée, baptisée Armée et Nation.

Le nouveau commandant de l'ACMIL a occupé plusieurs fonctions : avril-mai 2012, directeur du stage préparatoire en vue de l'obtention du certificat

interarmes (CIA) session 2011 (Pointe-Noire) ; juin-août 2010 (Trois mois) : directeur adjoint au stage préparatoire en vue de l'obtention du Certificat d'aptitude technique n°1 infanterie, session spéciale Cimak (Makola) ; novembre 2008-janvier 2009 (Quarante-cinq jours : directeur adjoint au stage préparatoire en vue de l'obtention du CIA, session 2008 (Pointe-Noire). De 2018 à 2026, il a été chef de division recherche et directeur de la formation initiale de l'ACMIL....

Notons que pour services rendus, il a été décoré, en juin 2022, chevalier dans l'ordre du mérite congolais et, en juin 2011, médaille commémorative du 50e anniversaire des FAC et de la gendarmerie. Cette cérémonie a été clôturée par un défilé militaire.

Guillaume Ondze

SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

Le CEO contribue à l'amélioration du cadre réglementaire

Le rapport du Centre d'excellence d'Oyo (CEO) sur le diagnostic des politiques, cadre légal et réglementaire des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en République du Congo a été validé le 20 février à Brazzaville. Les recommandations visant à améliorer la réglementation du secteur y sont formulées.

C'est avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel que le CEO a réalisé le diagnostic des politiques, cadre légal et réglementaire du secteur des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en République du Congo. L'atelier de restitution et de validation de l'étude a rassemblé les acteurs du public, du privé et nombre des spécialistes des questions énergétiques.

« L'objectif de nos travaux : examiner, enrichir et valider collectivement les recommandations formulées afin qu'elles puissent servir de base à des réformes concrètes et opérationnelles déjà en cours dans le cadre de la mission 300 », a indiqué la directrice exécutive du CEO, le Dr Maryse Nkoua Ngavouka, à l'ouverture des travaux.

Le consultant Chester Tchibamba, quant à lui, a souligné



La directrice exécutive du CEO avec les partenaires/DR

que l'analyse faite sur le cadre existant a permis de formuler des propositions visant à l'améliorer. « Les recommandations ont été faites pour relever quelques faiblesses constatées. L'une des faiblesses est l'absence de cadre spécifique aux énergies renouvelables dans notre code d'électricité. Le rapport propose l'adoption

d'un nouveau cadre qui va prendre en compte les défis et enjeux de la transition énergétique », a-t-il fait savoir à l'issue de l'atelier. Les participants ont salué la qualité et la pertinence du diagnostic en insistant sur la nécessité pour le Congo d'accorder une attention particulière aux énergies renouvelables. « Aujourd'hui,

en dehors des énergies renouvelables, il y a des non renouvelables qui, heureusement ou malheureusement, sont celles qui nous tiennent à plus de 80%. Je fais allusion aux combustibles fossiles avec le gaz naturel qui nous permettent d'avoir 80% de l'électricité que nous consommons en République du Congo », a

expliqué le directeur de la réglementation et du contrôle, Sylvain Kimbembe.

Pour la directrice exécutive du CEO, le Dr Maryse Nkoua Ngavouka, cette étude constitue une étape importante dans la démarche d'amélioration du cadre légal institutionnel et réglementaire du secteur énergétique.

Rominique Makaya

ADDUCTION D'EAU POTABLE

Une trentaine de forages en installation à Impfondo

La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), à travers sa fondation, a lancé depuis quelque temps un vaste projet d'installation de trente-trois forages hydrauliques dans la ville d'Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala. L'objectif du projet est d'offrir à la population de cette ville une eau propre à la consommation.

Le projet porté par la Fondation SNPC s'exécute dans le cadre de la responsabilité sociétale de l'opérateur public pétrolier congolais, sous l'oeil vigilant de son directeur général, Maixent Raoul Ominga. Les travaux de sa mise en œuvre ont été lancés le 6 février dernier par le préfet de la Likouala, Jean Pascal Koumba, et portent essentiellement sur l'installation complète de trente-trois forages d'eau potable modernes dans huit quartiers d'Impfondo; notamment dans les quartiers MOUNGOUNGUI (6 884 habitants), TOLINGANA (6 508 habitants), ANGOAIS-LIBRE (6 281 habitants), BOHONA (5 612



Maixent Raoul Ominga (au milieu en bleu) inspectant les travaux/DR

L'objectif de la SNPC est de desservir, à terme, 36 464 personnes dans la ville d'Impfondo, afin de leur permettre de consommer une eau assez propre. Le projet s'exécute sur une durée prévisionnelle de trois mois, avec pour date butoir le mois d'avril.

habitants), BAKANDI (4 508 habitants), TOSANGANA (4 508 habitants), GANGAMA RIVIÈRE (1 348 habitants), KOMBOLA, peuplé de 818 habitants ainsi qu'à l'aéroport de la localité.

L'objectif de la SNPC est de desservir, à terme, 36 464 personnes dans la ville d'Impfondo, afin de leur permettre de consommer une eau assez propre. Le projet s'exécute sur une durée prévisionnelle de trois mois, avec pour date butoir le mois d'avril. Pour sa mise en œuvre effective, la SNPC a mobilisé une quarantaine d'ouvriers qui y travaillent avec ardeur et détermination.

Firmin Oyé

INSERTION PROFESSIONNELLE

Plus de 500 jeunes formés aux métiers porteurs

Plus de 500 jeunes de l'arrondissement 5, Ouenzé, à Brazzaville, ont achevé en octobre dernier une formation de trois mois dans le cadre du programme « Agir pour les jeunes ». Lancée en août, l'initiative a débouché sur la remise de certificats et, pour certains bénéficiaires, de kits d'accompagnement destinés à favoriser leur insertion professionnelle.

Pendant trois mois, des centaines de jeunes ont suivi des formations qualifiantes dans divers métiers porteurs. L'initiative, portée localement par l'honorable Romi Oyo, député de la troisième circonscription électorale de Ouenzé, en collaboration avec des partenaires de jeunesse et des organisations locales, s'inscrit dans une dynamique d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie.

Des filières adaptées au marché

Selon Christ Ndzaba, coordonnateur du programme « Agir pour les jeunes », cette première édition, organisée à titre gratuit, a concerné plusieurs filières stratégiques. « Les jeunes ont été formés d'août à octobre 2025 en informatique, secrétariat bureautique, réceptionniste, hôtesse d'accueil et de l'air, hôtellerie, restauration ainsi qu'en pâtisserie. Après trois mois de formation théorique et pratique, ils ont passé des évaluations écrites et pratiques supervisées par la Direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi, dont les résultats justifient aujourd'hui la remise des certificats », a-t-il

expliqué. En effet, l'approche pédagogique a privilégié l'apprentissage pratique, afin de permettre aux apprenants d'acquérir des compétences immédiatement exploitables sur le marché du travail.

Intervenant lors de la cérémonie de clôture, l'honorable Romi Oyo a souligné la portée de cette initiative. « Aujourd'hui est un jour qui traduit notre engagement constant : agir pour les jeunes. Agir, ce n'est pas seulement prononcer des discours, c'est former avec rigueur, accompagner avec bienveillance et créer des opportunités concrètes », a-t-il soutenu. Pour l'élu, la remise des certificats et des kits d'accompagnement constitue bien plus qu'un symbole. « Cette cérémonie n'est pas une simple formalité. Elle marque l'aboutissement d'un parcours et l'ouverture d'un avenir riche de potentialités. Nous récompensons le mérite et valorisons le travail, mais votre véritable force restera votre détermination et votre discipline », a poursuivi l'initiateur de la formation.

Réaffirmant son engagement en faveur de la jeunesse, il a précisé



Des lauréats posant avec l'honorable Romi Oyo/Adiac

qu'investir dans la jeunesse, c'est forger les citoyens de demain et consolider durablement la paix et la cohésion nationale.

Pour le représentant de la Direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi, Guillaume Pierre Youlou-Youlou, la formation reçue constitue une étape décisive. « Cette cérémonie marque l'aboutissement d'un parcours d'apprentissage, mais surtout l'ouverture de nouvelles pages dans la vie professionnelle de nos lauréats. Après les efforts consentis, l'heure de récolter la moisson est arrivée », a-t-il souligné. Il a encouragé, par ailleurs, les bénéficiaires à faire

bon usage des compétences acquises. « Cette formation fait désormais de vous des acteurs du développement de notre économie. Faites-en un levier pour assurer votre autonomisation », a-t-il conseillé.

Parmi les bénéficiaires, l'émotion était palpable. Louise Armedy Ndinga, lauréate distinguée formée en hôtesse de l'air, a exprimé sa reconnaissance. « Cette attestation représente beaucoup pour moi. La formation n'a pas été facile, mais nous avons donné le meilleur de nous-mêmes. Nous avons appris auprès de professeurs compétents et aujourd'hui nous récoltons

le fruit de nos efforts », a-t-elle déclaré. Évoquant son parcours personnel, elle a confié qu'« Être orpheline et manquer de soutien financier n'est pas simple. Mais grâce à cette opportunité, je peux poursuivre mes rêves. C'est une chance immense ». Saisissant cette occasion, elle a lancé un message aux autres jeunes qui aujourd'hui manquent de courage pour se former. « Se faire former commence par une décision. Il faut choisir ce que l'on veut devenir et se donner les moyens d'y parvenir. Les opportunités existent », a-t-elle dit.

Gloria Imelda Lossele

ASSAINISSEMENT

Lancement de « L'opération Ongogni ville propre »

Le député de la circonscription électorale unique d'Ongogni, dans le département de la Nkényi-Alima, Yves Fortuné Moundélé-Ngolo Ehourossia, a procédé récemment au lancement d'une vaste opération de salubrité dans cette communauté urbaine.

Machettes, pelles et houes en main, le député et les habitants des cinq quartiers, notamment Etale, Bongho Didyme, Engha, Kieli-Kieli et Emina ont pris l'engagement d'assainir leur environnement afin qu'Ongogni puisse revêtir sa plus belle robe, à l'orée de l'élection présidentielle de mars prochain. Pour le lancement de « L'opération Ongogni ville propre », un accent particulier a été mis sur le siège du comité du Parti congolais du travail (PCT), le domicile du député ainsi que quelques rues.

Une initiative positivement saluée par la population car, outre le premier samedi du mois, l'assainissement du cadre de vie peut se faire à tout moment. « Nous avons désherbé l'herbe pour rendre notre localité propre. La ville était devenue sale, nous avons pris des machettes



Yves Fortuné Moundélé-Ngolo Ehourossia lançant l'opération./DR

pour le désherbage afin de la rendre salubre. Si la ville est propre, cela nous éviterait beaucoup de maladies. Nous prenons l'engagement, en tant que jeunes, de couper l'herbe chaque semaine afin que notre ville soit propre », s'est engagé un jeune d'On-

gogni, conscient du fait que la propreté chasse la maladie. Justifiant son initiative, Yves Fortuné Moundélé-Ngolo Ehourossia a rappelé que ce n'est pas pour la première fois qu'il organise une telle opération. « Nous avons voulu donner une envergure par-

ticulière à cette opération, parce que nous sommes à la veille d'une élection. Il est important pour nous qu'Ongogni revête sa plus belle robe. Nous allons certainement recevoir beaucoup de gens, il fallait mettre un accent particulier sur cette

opération de salubrité, puis c'était également l'occasion de pouvoir partager un moment avec les habitants d'Ongogni-centre », a indiqué le député.

Conscient du fait que cette opération est lancée en pleine saison des pluies, le président de la fédération PCT du département de la Nkényi-Alima insiste sur la nécessité de pérenniser ce genre d'action de salubrité pour rendre la ville propre. « Pendant la saison des pluies, lorsqu'on coupe l'herbe, elle repousse très vite, c'est bien pour cela que nous multiplions ce type d'opération. Nous espérons également que les pouvoirs publics vont nous prêter main-forte, afin de pérenniser cette opération que nous faisons déjà depuis plusieurs années, à des périodes bien précises », a souhaité le député d'Ongogni.

Parfait Wilfried Douniama

PROJET UNESCO-CODEMAO

Deux cents tablettes éducatives remises aux écoles pilotes

Dans le cadre du projet codage jeunesse Unesco-Codemaos visant à renforcer les compétences des jeunes en codage et aux compétences numériques, deux cents tablettes de codage graphique ont été offertes, le 19 février à Brazzaville, aux responsables des écoles pilotes pour moderniser le système éducatif.

La cérémonie de remise des tablettes, patronnée par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités publiques dont la représentante de l'Unesco au Congo, Fatoumata Barry Marega, qui a appelé les bénéficiaires à la créativité et à l'innovation. « Cette initiative que nous accompagnons aujourd'hui est un investissement destiné aux responsables des écoles pilotes dudit projet. Les outils mis à votre disposition faciliteront l'apprentissage. Vous êtes appelés à devenir non seulement des utilisateurs avertis mais aussi des créateurs et des innovateurs. Aux enseignants, j'adresse toute notre reconnaissance, vous êtes les piliers de cette transformation. Faisons de cette étape un jalon vers un objectif plus large, un écosystème éducatif où chaque jeune dis-



pose des outils intellectuels et technologiques pour contribuer au développement de son pays », a-t-elle encouragé. Pour l'Unesco, les différentes sessions de formation en codage et en intelligence artificielle ont permis aux participants de renforcer leurs compétences en numérique. L'ambition à travers ce projet est d'assurer l'équité éducative, conformément aux valeurs de

cette institution. « L'activité qui nous réunit en ce jour ne se limite pas qu'à une remise d'équipements numériques. Elle s'inscrit dans une vision à long terme, celle de doter les jeunes des compétences solides en matière de codage, de culture numérique et de pensée informatique. Nous plaçons avant tout notre confiance dans la jeunesse congolaise et affirmons que

Les officiels et le bénéficiaire du projet Adiac chaque élève a le droit d'acquérir les compétences nécessaires pour comprendre le monde contemporain, y participer pleinement et contribuer à son évolution », a expliqué Fatoumata Barry Marega.

Dans le même ordre d'idées, Jean Luc Mouthou, dans son allocution de circonstance, a également souligné l'importance que représentent ces tablettes dans la modernisation

du système éducatif congolais. A cet effet, il a encouragé les bénéficiaires à en faire bon usage. « Les tablettes qui seront remises aujourd'hui ne constituent pas une finalité en soi. Elles représentent des leviers au service de la pédagogie renouvelée, favorisant l'apprentissage actif, la créativité, la collaboration et le développement de l'esprit critique. Leur véritable valeur dépendra de l'usage pédagogique pertinent, structuré et innovant qui en sera fait au sein de nombreux différents établissements scolaires », a-t-il dit.

Bien que des progrès aient été réalisés en République du Congo dans le domaine du numérique, de nombreux défis persistent encore. Le Congo fait partie des pays à plus faible connectivité à l'internet mobile à haut débit, soit 34,4 points sur cent selon le Système mondial de communications mobiles.

Fortuné Ibara

SOLIDARITÉ

La fondation Marina-Mondelé au chevet des plus démunis

Des hôpitaux aux centres d'accueil des personnes défavorisées en passant par le don de sang, la fondation Marina-Mondelé a consacré le mois de février à ses différentes actions philanthropiques.

Conduite par sa présidente Marina Mondelé, la délégation de la fondation éponyme a été au chevet des personnes âgées internées dans des centres d'accueil, des orphelins ainsi que des malades admis dans des hôpitaux à Brazzaville. Dans le cadre de son programme d'activités 2026, cette organisation non gouvernementale (ONG) a été au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville et à l'Hôpital de référence de Talangaï où elle a redonné du sourire aux malades et à leurs parents. C'est le cas de Tandou, une dame dont l'opération chirurgicale et les soins post-opératoires ont été pris en charge par la fondation. Marina Malela, elle aussi, a vu ses examens et soins médicaux être pris en charge par cette ONG qui n'est pas à son premier geste. Marina Mondelé a également acheté des ordonnances aux plus petits. Consciente du fait qu'un don de sang est égal à des vies sauvées, la fondation Marina-Mondelé a aussi enrichi la banque de sang du Centre national de transfusion sanguine en mobilisant

près de deux cents donateurs. L'ONG a fait don, par ailleurs, de vivres et non vivres aux personnes âgées de la Maison des seniors de Kambissi et au centre d'accueil Mère Espérance de la sœur Teresa. Parmi les présents remis, il y a des uniformes de sport, des postes téléviseurs et autres vêtements. Un élan de solidarité positivement salué par les bénéficiaires qui ont imploré le Tout-puissant pour qu'il pose sa main sur Marina Mondelé.

A la Maison des seniors de Kambissi dans le 7^e arrondissement de Brazzaville, Mfilou, la présidente de la fondation a échangé avec les responsables sur la promulgation de la loi portant protection des personnes du 3^e âge. « Nous attendons cette loi depuis longtemps, enfin elle a été votée par les deux chambres du Parlement et promulguée par le président de la République. Dans un proche avenir, de concert avec la fondation Marina-Mondelé et tous les autres partenaires, nous allons sensibiliser la population à cette loi afin d'atteindre



Marina Mondelé au chevet d'un enfant à l'hôpital / DR

le grand public. Le but est de faire en sorte que la population soit informée de l'existence d'une loi qui s'occupe de la protection des personnes du 3^e âge », s'est réjoui le coordinateur de la Maison des seniors de Kambissi, Pierre Nkouka, sa-

luant l'élan de cœur de Marina Mondelé qui a passé plus d'une heure dans ce centre.

Dans la dynamique d'encouragement de la production locale et la consommation des produits congolais, la fondation Marina-Mondelé s'était ravail-

lée à la Grande foire agricole du Congo, à Bambou Mingali, dans le district d'Igné, en produits agricoles, de chasse, de pêche et de cueillette. Des produits locaux qu'elle a distribués dans les centres d'accueil.

Parfait Wilfried Douniama

CONSEIL DES JEUNES CONGOLAIS DE FRANCE

Une conférence sur le Congo de demain

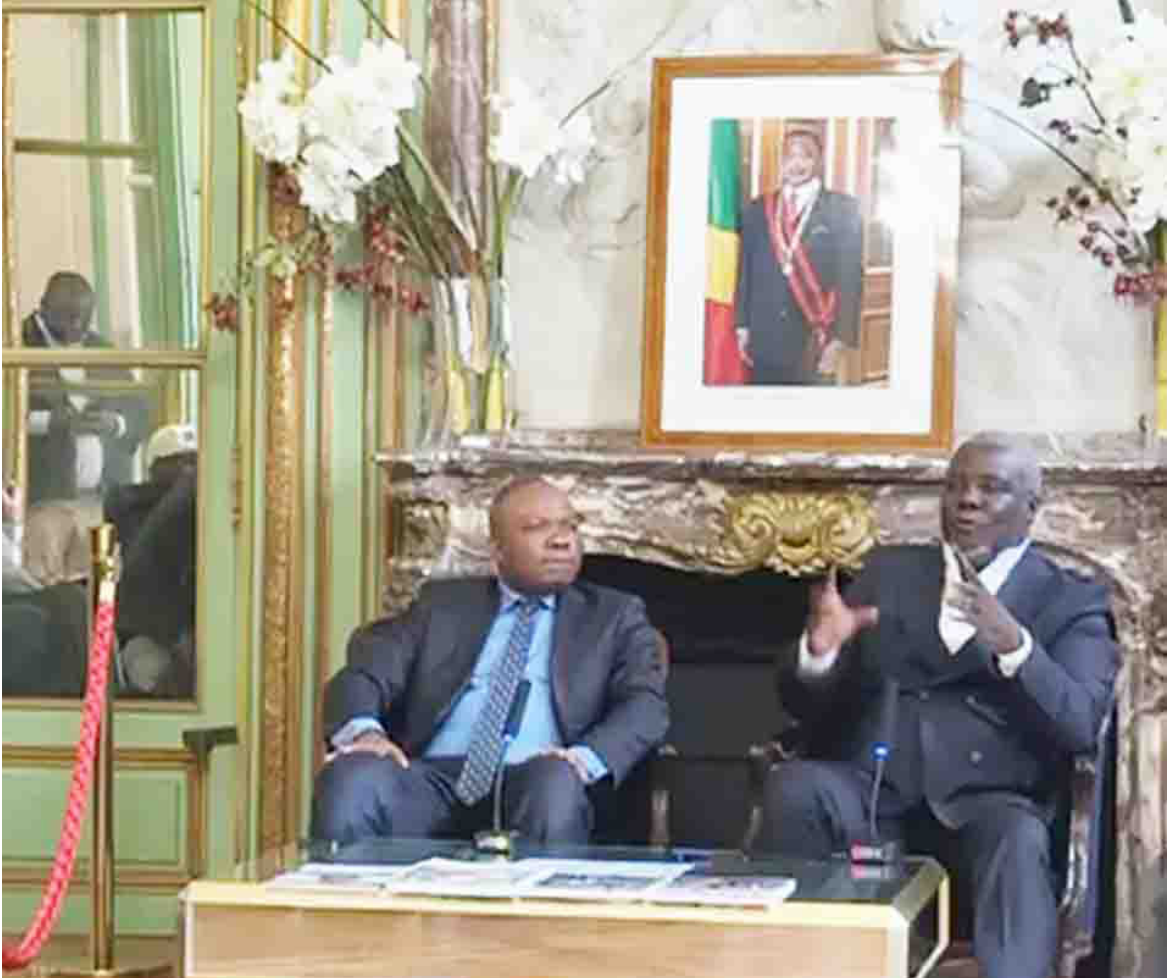
À quelques jours de l’élection présidentielle au Congo, le Conseil des jeunes Congolais de France (CJCF) a initié une conférence sur le thème « Imaginons le Congo de l’avenir », à l’ambassade du Congo à Paris, en présence du premier secrétaire de la diplomatie congolaise, Gilbert Mpieme Moudziri.

Plusieurs Congolais et amis du Congo ont répondu, le 21 février, à l’invitation du CJCF. Les travaux de la conférence ont porté sur divers récits de parcours professionnels et de création d’affaires respectifs. Pour Sergy Nsemi et Garcelin Pouplos, initiateurs de cette rencontre, l’objectif consiste, depuis la France, à recueillir toutes les contributions et à les convertir sous forme de synergies concrètes à soumettre aux différents bâtisseurs du Congo de demain.

Par cette initiative, chaque jeune doit jouer un rôle inclusif à partir de son potentiel entrepreneurial. Ensemble, à partir de ces contributions, permettre la mise en place des écosystèmes dédiés à l’éventualité d’un Congo où l’innovation et l’entrepreneuriat deviendront les moteurs du co-développement durable.

À cette occasion, en attendant la sortie de son livre intitulé «Entreprendre : les jeunes au cœur du développement de l’Afrique», l’ancien ministre chargé des Relations avec le Parlement du Congo, coordonnateur général de l’association Génération auto entrepreneur (GAE), Digne Elvis Okombi Tsalissan, a plaidé pour l’entrepreneuriat des jeunes afin de rompre avec le désir ardent d’aller grossir les rangs des fonctionnaires. Parmi ses préconisations, il a été question de suggérer la création d’un environnement propice à l’innovation et à la créativité en faveur de l’émulation de l’énergie des jeunes.

Par l’entrepreneuriat, prône-t-il, il est question de faire valoir l’une des plus grandes forces de travail au monde, celle que constitue la jeunesse. Le Congo pourra inté-



grer ces jeunes dans le marché du travail et maintenir ainsi une croissance économique durable. D’autres deviendront des entrepreneurs qui sauront introduire des solutions innovantes pour répondre aux défis locaux, notamment dans les secteurs de la technologie, de l’agriculture, et de la santé. De ce fait, ils permettront également de diversifier les économies, souvent trop dépendantes des matières premières. La République du Congo pourrait devenir un pays pour les startups, attirant des talents et des investissements de tout le continent.

Au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine, le pays pourrait créer un environnement qui facilite la collaboration des jeunes entrepreneurs à travers le continent.

D’une manière unanime, les participants ont imaginé, entre autres, le Congo de demain avec ce genre de solutions novatrices évoquées à toutes les tables rondes modérées par Jeanstel Likibi de Bergerac.

Pour certaines, ces solutions sont déjà entreprises et demandent à être pérennisées. Dans cette conception embryonnaire et dis-

entreprise présente à la fois en France et au Congo.

Lors de son intervention, il a abordé la thématique sous l’angle de l’héritage. Il a défendu le fait que, pour chaque investissement, il faudrait être en mesure de bâtir un pont avec le pays d’origine. Être également capable de construire des ouvrages, de développer des idées qui constitueront le patrimoine culturel, architectural, scientifique passe par le fait de faire société. « Nous avons la ferme conviction que la vocation première d’une entreprise est de «faire société» », a-t-il confié.

Il a expliqué qu’une entreprise s’établit sur un territoire où elle doit donc faire corps avec son pays, s’inscrire sur un temps long. « Nous nous sommes donné dix ans pour faire d’Eros-Gali Congo une société d’ingénierie qui compte en République du Congo et au-delà. Nous consacrons beaucoup de notre temps, de notre énergie, à former nos collaborateurs car la République du Congo de demain se construit aujourd’hui », a-t-il précisé.

Notons que dans le cadre statutaire du Conseil des jeunes Congolais, il est stipulé que son but, entre autres, est de défendre les droits des jeunes Congolais et de ses membres ; promouvoir la culture et l’entrepreneuriat des jeunes ; fédérer les associations membres ; entreprendre tous objets similaires, connexes ou complémentaires, ou, encore, susceptibles d’en favoriser la réalisation, le développement ou l’extension, de manière directe ou indirecte.

Marie Alfred Ngoma

REMERCIEMENTS

La famille Longonda profondément touchée par les nombreuses marques de sympathie et d’amitié qui lui ont été témoignées lors du rappel à Dieu du général de brigade aérienne Philippe Longonda, survenu le 26 janvier 2026 à Brazzaville, remercie sincèrement et chaleureusement les autorités nationales, les parents, amis, connaissances, ainsi que tous ceux qui, de près ou de loin, se sont associés à cette douloureuse épreuve, par leur présence, leurs prières et leurs soutiens multiformes, lors des obsèques de leur regretté père, frère, oncle et grand-père.

Votre présence et vos témoignages de soutien nous ont été d’un grand réconfort. Que Dieu vous bénisse et vous comble de sa grâce !





Financement BIRD N°9686-CG



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

(SERVICES DE CONSULTANT - SELECTION DE FIRMES)
N° 002/MEH/PASEL/UGP-SC-2026

RELATIFS AU RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE L'EVALUATION DES PERFORMANCES ENERGETIQUES DE LCDE ET DU POTENTIEL D'AMELIORATION

PAYS : République du Congo

Nom du projet : Projet d'Amélioration des Services d'Electricité

Prêt BIRD n° : 9686-CG

Intitulé de la mission : Relatifs au recrutement d'un cabinet chargé de l'évaluation des Performances Energétiques de LCDE et du potentiel d'amélioration
N° de référence : CG-050-PASEL-SC-25

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour couvrir le coût du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité et a l'intention d'affecter une partie des ressources accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de services d'un cabinet qui sera chargé de l'évaluation des Performances Energétiques de LCD et du potentiel d'amélioration

2. Les services de consultant (« les Services ») comprennent entre autres : (i) Réaliser un audit de diagnostic des performances énergétiques de LCDE ; (ii) Programmer des visites des installations des unités de production, de stockage et de distribution d'eau ; (iii) Collecter des informations nécessaires pour quantifier les améliorations possibles ; (iv) Mettre à disposition une analyse complète et détaillée les performances énergétiques des points de production, de stockage et de distribution ; (v) Connaitre les points de déperdition d'énergie, (vi) Identifier les causes d'une consommation d'énergie élevée et les évaluer, (vii) Proposer un plan de réduction des consommations énergétiques, (viii) Définir les indicateurs de performance, (ix) Introduire des nouveaux outils d'aide à la gestion énergétique, (x) Quantifier la réduction des dépenses énergétiques réalisables, (xi) Définir des programmes de travaux cohérents et chiffrés, (xii) Elaborer un plan prévisionnel des dépenses futures en énergie, (xiii) Produire un rapport complet comportant des préconisations, et examinant le potentiel de valorisation par des crédits carbone.

La durée estimative de mise en œuvre de la mission est de six (06) mois.

3. Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

4. Le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection de la liste restreinte sont les suivants :

a) Activités principales ou expérience générale du consultant et nombre d'années d'expérience :

- Le cabinet de consultants doit avoir au moins 5 ans d'expérience avérée dans le domaine de la mission et fournir des références vérifiables de Projets similaires achevés avec succès (attestations de bonne fin d'exécution).

b) Expérience spécifique dans les activités d'audit énergétique

- Expériences similaires aux prestations objet des présents TdR et fournir des références vérifiables et des attestations de bonne fin d'exécution pour chacun des projets similaires présentés.

c) Capacité technique et managériale du consultant

- Disposer d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée composée d'au moins six (03) experts-clé ayant au minimum les niveaux de formation, compétence et

expérience définis dans les Termes de référence.

5. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, juillet 2016 révisé en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023, février 2025 et septembre 2025 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, veuillez-vous reporter aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission : Les Consultants ne peuvent être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres clients, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité de remplir leur mandat au mieux des intérêts de l'Emprunteur.

6. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

7. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode SQC (Sélection Fondée sur la Qualification du consultant) telle que définie dans le Règlement de Passation des Marchés.

8. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de lundi à vendredi, de 8h00 à 16h00 heures.

9. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en quatre exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies en plus de la version électronique dans une clé USB, au plus tard le 23 mars 2026 à 13H00 (heure locale) à l'adresse mentionnée ci-dessous et porter la mention : « Avis à manifestation d'intérêt n° 002/MEH/PASEL/UGP-SC-2026 relatif au recrutement d'un cabinet chargé de l'évaluation des Performances Energétiques de LCDE et du potentiel d'amélioration ».

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité

À l'attention de : Olivier MAZABA NTONDELE, Coordonnateur du PASEL

Adresse : 22 Avenue Albert BASSANDZA

(Non loin de la Clinique COGEMO) / Centre-Ville

Brazzaville-République du Congo

Tél : (+242) 06 653 70 07 / 05 522 26 77

Courriel : passationdesmarchespasel@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 20 FEV 2026

Le Coordonnateur

Olivier MAZABA NTONDELE



EST DE LA RDC

Bruxelles exige des couloirs humanitaires face à l'urgence absolue

En déplacement à Goma, la commissaire européenne à la gestion des crises, Hadja Lahbib, a appelé, vendredi dernier, les groupes rebelles actifs dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) à ouvrir des couloirs humanitaires sécurisés afin de permettre l'acheminement de l'aide à des millions de civils pris au piège des combats.

La responsable européenne a rencontré les dirigeants de l'Alliance fleuve Congo (AFC/M23), coalition rebelle qui inclut le Mouvement du 23 mars (M23). Cette étape s'inscrivait dans une tournée régionale l'ayant conduite également au Rwanda et au Burundi, dans un contexte de forte dégradation sécuritaire. « *Je suis venue à Goma avec un mandat humanitaire. J'ai eu une rencontre franche et constructive avec des représentants de l'AFC/M23 afin d'insister sur l'accès humanitaire pour des millions de civils* », a-t-elle déclaré, soulignant que « *l'aide doit parvenir sans délai à la population dans le besoin, via des couloirs humanitaires sécurisés* ».

Selon elle, « *le droit international humanitaire doit être respecté pour protéger les ci-*

vils. Il s'agit d'une responsabilité partagée à l'échelle régionale ». Elle a affirmé avoir porté ce message à Kinshasa, Bujumbura et Kigali, indiquant avoir reçu « des engagements » dont elle espère la mise en œuvre rapide.

Une crise à dimension régionale

L'Est de la RDC demeure l'un des foyers de tensions les plus explosifs d'Afrique. Le M23, accusé par les Nations unies et plusieurs capitales occidentales d'être soutenu par Kigali — accusation rejetée par le Rwanda —, contrôle de vastes territoires, dont les capitales provinciales de Goma et Bukavu, tombées sous son emprise début 2025. Des troupes burundaises sont déployées, par ailleurs, en RDC aux côtés des forces gouvernementales, il-

lustrant l'implication régionale croissante. Depuis décembre 2025, des milliers de réfugiés congolais ont fui vers le Burundi, accentuant la pression humanitaire.

Selon les Nations unies, la RDC traverse l'une des crises humanitaires les plus graves au monde, marquée par des déplacements massifs et une insécurité alimentaire aiguë. Face à cette urgence, l'Union européenne a annoncé la mobilisation de 81,2 millions d'euros d'aide pour la région des Grands Lacs. Reste à savoir si les garanties sécuritaires suivront sur le terrain. Sans accès humanitaire effectif, l'aide promise risque de demeurer théorique, tandis que la crise continue de redessiner les équilibres sécuritaires régionaux.

Noël Ndong

URANIUM NIGÉRIEN

Orano plaide pour la négociation face au tournant souverainiste de Niamey

Le bras de fer entre le groupe nucléaire français Orano et les autorités du Niger franchit une nouvelle étape diplomatique et stratégique. Nationalisation, arbitrages internationaux et recomposition géostratégique sont autour d'une ressource critique.

Le directeur général d'Orano, Nicolas Maes, a appelé publiquement, vendredi dernier, à l'ouverture de discussions avec Niamey afin de sortir de l'impasse liée à l'exploitation de l'uranium nigérien. « Il faut qu'on se mette autour d'une table pour discuter, parce qu'il y a beaucoup de façons d'envisager le sujet », a-t-il déclaré lors de la présentation des résultats annuels du groupe, dans des propos relayés par TV5 Monde. Insistant sur « la meilleure solution pour le Niger, pour nous et pour les mines », il a plaidé pour « des solutions négociées », mettant en avant la stabilité des salariés et la pérennité des sites.

Un tournant politique majeur

La crise trouve son origine dans le coup d'État du 26 juillet 2023, qui a profondément redéfini les orientations stratégiques du Niger. Les nouvelles autorités ont rompu les accords miniers avec la France et décidé de nationali-

ser la Société minière de l'Aïr, exploitante majeure de l'uranium, détenue à 63,40 % par Orano. Ce geste s'inscrit dans une logique souverainiste affirmée, marquant la volonté de Niamey de reprendre le contrôle direct de ses ressources stratégiques. L'uranium nigérien, pilier de l'économie nationale et ressource clé pour l'industrie nucléaire mondiale, devient ainsi un levier politique et géoéconomique.

Arbitrages et rapports de force

S'estimant lésé, Orano a engagé plusieurs procédures d'arbitrage auprès d'instances internationales compétentes. Cette judiciarisation du conflit traduit son internationalisation, avec en toile de fond les enjeux d'approvisionnement énergétique européens et la redéfinition des partenariats en Afrique de l'Ouest. Pour la France, historiquement dépendante de l'uranium nigérien pour son parc nucléaire, la situation

soulève des questions de sécurité énergétique et d'influence diplomatique. Pour le Niger, la nationalisation vise à renforcer la souveraineté économique et à diversifier ses partenaires stratégiques.

Une recomposition régionale

Au-delà du face-à-face Orano-Niamey, cette crise illustre un basculement plus large en Afrique sahélienne : remise en cause des accords hérités, affirmation de nouvelles alliances et reconfiguration des flux d'investissements. Le silence officiel des autorités nigériennes après l'appel d'Orano souligne la fermeté de leur position. La suite dépendra de la capacité des deux parties à trouver un compromis conciliant souveraineté nationale et stabilité contractuelle. À défaut, le contentieux pourrait redessiner durablement les équilibres énergétiques et diplomatiques entre l'Europe et l'Afrique.

N.Nd.

CONFLIT AU SOUDAN

Yoweri Museveni plaide pour une solution politique

Le président ougandais, Yoweri Museveni, s'est entretenu le 20 février avec le chef des Forces de soutien rapide (FSR) soudanaises, Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemetti.

Mandaté par l'Union africaine pour faciliter un dialogue direct avec l'armée soudanaise, Yoweri Museveni, qui souhaite relancer la médiation africaine, a plaidé pour une solution politique alors que le conflit se poursuit et que les perspectives de trêve restent limitées.

La rencontre avec Hemetti marque la première apparition internationale publique de ce dernier depuis juin 2025. Selon Museveni, seul le dialogue et une solution politique négociée peuvent assurer une stabilité durable au Soudan et dans la région. Cette visite s'est inscrite dans le cadre de la médiation africaine : le président ougandais est chargé de faciliter des pourparlers entre Hemetti et le chef de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-Burhan.

Malgré les pressions du « Quad » international et des États-Unis, tout cessez-le-feu demeure conditionné au retrait préalable des FSR des villes et sites militaires qu'elles contrôlent. Depuis le Darfour, le gouverneur Minni Minawi a dénoncé l'accueil réservé à la délégation, accusant Hemetti de graves exactions contre les civils.

Hemetti était accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant Abdel Aziz al-Hilu, vice-président du Conseil présidentiel de Tasis et chef du SPLM-N, ainsi que de plusieurs membres du Conseil et ministres affiliés. À l'aéroport, ils ont été accueillis par le directeur du Service de renseignement extérieur ougandais et des responsables gouvernementaux.

L'objectif de la visite officiel d'Hemeti était de renforcer les relations bilatérales et informer l'Ouganda de l'évolution de la crise soudanaise ainsi que de ses conséquences humanitaires.

Yvette Reine Nzaba

COMMUNIQUÉ



Les enfants Diaboua et la famille Nkodia pleurent leur mère, tante et grand-mère Rose Nkodia décédée le 29 février 2026.

La veillée mortuaire est située au n° 17 de la rue Jean-Pierre Ndebolo, quartier Mbouono à Madibou.

La date et le lieu de l'inhumation seront indiqués ultérieurement.



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

N° 001/MEH/PASEL/CI-2026

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE LA MISE A JOUR DU DIAGNOSTIC DES PERFORMANCES DE LA CONGOLAISE DES EAUX (LCDE) ET PLAN D'ACTION D'AMELIORATION

1. Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour couvrir le coût du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité et a l'intention d'affecter une partie des ressources accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de services d'un Consultant individuel chargé de la mise à jour du diagnostic des performances de la Congolaise des Eaux (LCDE) et plan d'action d'amélioration.

2. Objectif de la mission

L'objectif général des prestations est d'analyser le niveau de performance actuel de LCDE, en se basant sur les principaux indicateurs de performance, ainsi que leur évolution et leurs tendances depuis les précédents diagnostics, d'utiliser les valeurs actuelles des indicateurs de performance de LCDE afin d'établir l'état de référence initial au démarrage du PASEL ; et d'identifier les actions urgentes à mener pour améliorer la performance de LCDE.

La durée de l'étude est de cinq (05) mois et les objectifs spécifiques sont les suivants :

- o Tâche 1 : Prendre connaissance des études de diagnostic réalisées par le passé ;
- o Tâche 2 : Lister les informations à mettre à jour et organiser leur collecte avec LCDE avec l'appui du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (MEH) ;
- o Tâche 3 : Analyser et structurer les données et principaux indicateurs dans un rapport clair et concis, expliquer l'évolution des indicateurs clés ;
- o Tâche 4 : Comparer les indicateurs LCDE avec les indicateurs de bonne gestion ;
- o Tâche 5 : Proposer un plan d'actions pour améliorer les performances de la LCDE.

3. Profil du consultant :

Le/la consultant(e) doit remplir les conditions suivantes, notamment avoir :

- o Avoir l'équivalent d'au moins BAC+5 (Diplôme d'ingénieur hydraulicien, en assainissement, économie, génie civil ou domaine connexe ou équivalent) ;
- o Avoir au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dont au moins 5 ans dans le suivi des performances d'opérateurs de service public d'eau potable et d'assainissement ;
- o Avoir une bonne connaissance du secteur de l'eau potable et de l'assainissement en Afrique subsaharienne et de préférence à la République du Congo.

5. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera selon la méthode de sélection des Consultants Individuels consignée dans le Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement

de Projets d'Investissement (FPI), édition de 2016, révisée en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023, février 2025 et septembre 2025.

6. Constitution et dépôt des dossiers de candidature

Les dossiers de candidatures constitués des pièces ci-dessous doivent être déposés, au plus tard le 09 mars 2026 à 13H00 à l'adresse mentionnée ci-dessous, sous plis fermé avec la mention « Recrutement d'un consultant individuel chargé de la mise à jour du diagnostic des performances de la Congolaise des Eaux (LCDE) et plan d'action d'amélioration ».

Le dossier devra être constitué des pièces suivantes :

- o Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du Projet ;
- o Un Curriculum Vitae détaillé indiquant clairement les informations sur les expériences et les compétences en rapport avec la mission ;
- o Une copie conforme des diplômes requis ;
- o Les attestations ou certificats de travail justifiant les expériences pour la mission.

7. Dépôt des candidatures

L'adresse de dépôt des dossiers de candidatures et d'obtention des termes de référence et autres informations complémentaires concernant le présent avis est la suivante :

8. Informations générales :

Les candidat(e)s intéressé(e)s peuvent retirer les Termes de Référence et obtenir des informations complémentaires pendant les jours ouvrables à l'adresse ci-dessus de 08 heures à 16 heures 30 minutes (heures locales). Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien.

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité

À l'attention de : Olivier MAZABA NTONDELE, Coordonnateur du PASEL

Adresse : 22 Avenue Albert BASSANDZA

(Non loin de la Clinique COGEMO) / Centre-Ville

Brazzaville-République du Congo

Tél : (+242) 05 522 26 77 / 06 653 70 07

Courriel : passationdesmarchespasel@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 20 FEV 2026

Le Coordonnateur

Olivier MAZABA NTONDELE

BASSIN DU CONGO

Cap sur les marchés carbone pour valoriser le capital forestier

Les six pays forestiers du bassin du Congo viennent de se doter de feuilles de route stratégiques pour mieux valoriser leur capital naturel sur les marchés carbone. Appuyée par la Banque mondiale (BM), l'initiative ambitionne de transformer la richesse forestière régionale en levier de croissance durable, d'emplois verts et de résilience climatique.

Les pays à haute forêt et faible déforestation du bassin du Congo, notamment le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo (RDC), la Guinée équatoriale, le Gabon et la République du Congo franchissent une nouvelle étape dans la monétisation de leurs ressources forestières. À travers des feuilles de route nationales sur les marchés du carbone et le financement climatique, ils entendent mobiliser des paiements fondés sur les résultats et attirer des investissements verts à long terme. Ces documents stratégiques, élaborés avec l'appui technique de la BM, proposent des plans adaptés au niveau de la préparation institutionnelle de chaque pays. L'objectif est de convertir le capital naturel en ressources financières concrètes, tout en conciliant préservation des forêts, développement économique et bénéfices pour les communautés locales. Les feuilles de route mettent

l'accent sur le renforcement de la coordination institutionnelle, la mise en place de mécanismes équitables de partage des bénéfices et le déploiement de systèmes performants de surveillance, reporting et vérification, en conformité avec l'article 6 de l'Accord de Paris. Elles insistent également sur la clarification du cadre juridique et fiscal des crédits carbone ainsi que sur l'implication du secteur privé. Selon Chakib Jenane, directeur régional de la pratique de la BM pour la région Afrique de l'Ouest et du centre, les forêts du bassin du Congo offrent plus que la simple régulation climatique mondiale, elles représentent des actifs financiers essentiels et une opportunité de développement. « Ces feuilles de route constituent donc le lien crucial et montrent comment les pays peuvent convertir le capital naturel en investissements tangibles générant des revenus, des emplois et de la résilience pour les commu-

nautés locales », a-t-il souligné. Certains pays, à l'instar du Gabon et du Congo, ont déjà amorcé des initiatives pilotes liées aux paiements ayant pour base les résultats et aux mécanismes Redd+. D'autres, comme la Guinée équatoriale et la Centrafrique, se trouvent encore en phase préparatoire. La RDC et le Cameroun disposent, quant à eux, d'importantes opportunités à structurer. Pour la BM, ces feuilles de route marquent un tournant stratégique. « il ne s'agit plus seulement de freiner la déforestation, mais de repositionner les forêts comme moteurs de croissance résiliente et inclusive », précise-t-il. À travers cette démarche concertée, le bassin du Congo entend ainsi peser davantage sur les marchés carbone internationaux et capter une part plus significative des financements climatiques mondiaux, tout en consolidant son rôle clé dans la régulation climatique mondiale. Gloria Imelda Lossele

CENTRAFRIQUE

Six épidémies déclarées dans 12 districts sanitaires

Depuis janvier, la Centrafrique a été frappée par six épidémies touchant 12 des 35 districts sanitaires. La propagation du mpox et la résurgence de la rougeole inquiètent les autorités sanitaires, qui tirent la sonnette d'alarme.

Le Centrafrique fait face à un nombre croissant de cas d'épidémies. Selon l'Organisation des Nations unies pour les affaires humanitaires (Ocha), six épidémies distinctes ont été enregistrées depuis janvier, affectant 12 des 35 districts sanitaires du pays. Parmi ces urgences sanitaires, l'épidémie de mpox se singularise par son ampleur. Depuis le mois de décembre, pas moins de 1145 cas suspects ont été rapportés, entraînant tragiquement la perte de neuf vies humaines. Les autorités sanitaires plaident pour une surveillance attentive et une réponse rapide pour endiguer la propagation de cette maladie. En parallèle, la rougeole se manifeste avec une augmentation notable des cas, avec 641 signalements de suspicions. Cette résurgence de la maladie est d'autant plus inquiétante dans un pays où les structures de santé sont déjà fragiles. Les autorités sanitaires craignent que le nombre des cas ne continue d'augmenter si des mesures préventives ne sont pas mises en place rapidement. La méningite, elle aussi, a eu un impact dévastateur, faisant six morts à Boscaranga-Kouï, au nord-ouest du pays. L'inefficacité des campagnes de vaccination et des soins dans cette partie du pays a été pointée du doigt. Enfin, deux cas de fièvre jaune ont été confirmés à Bossembélé, dans la même région, ajoutant une pression supplémentaire sur le système de santé local. Autorités sanitaires et organisations humanitaires appellent à une mobilisation générale pour endiguer la propagation de ces maladies. Des efforts conjugués sont nécessaires pour renforcer l'accès aux vaccinations, améliorer l'information auprès des populations et assurer un suivi rigoureux des cas suspects. Fiacre Kombo

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Serbie, 24e journée, 1re division
Le TSC Topola Backa concède le nul face à Curackiri (1-1). Prestige Mboungou, sur le banc au coup d'envoi, est entré à la 85e minute, deux minutes avant l'égalisation des visiteurs.
Suisse, 26e journée, 1re division
Le Servette partage les points avec Saint-Gall (1-1), avec Bradley Mazikou titulaire sur le flanc gauche de la défense.
Lausanne s'incline à Lugano (1-2), avec Kévin Mouanga, capitaine, et Kévin Mouanga, tous deux titulaires.
Suisse, 19e journée, 3e division
Le FC Bulle bat Grand-Saconnex (3-1). Titulaire, Exaucé Mafoumbi a été remplacé à la 54e minute, à 1-0. Dans les rangs de Grand-Saconnex, le défenseur Gabriel Passi a été averti à la 90e+3 minutes.
Turquie, 23e journée, 1re division
Konyaspor bat Galatasaray 2-0, avec Yhoan Andzouana titulaire et à l'origine du second but de son équipe.
Samsunspor fait match nul 0-0 à Karagumruk, avec Antoine Makoumbou titulaire et remplacé à la 76e minute.
Alanyaspor s'incline face à Basaksehir (1-2). Gaius Makouta a été remplacé à la 72e minute, alors que le score était fait.
Turquie, 27e journée, 2e division
L'Enseler Erokspor l'emporte facilement à Igdir (3-0). Titulaire sur la droite de la défense, Francis Nzaba a marqué un but spectaculaire : depuis son camp, l'international congolais lobe le gardien adverse. Volontaire ou non, la question reste secondaire.

Ukraine, 17e journée, 1re division
Borel Tomandzoto est resté sur le banc lors du succès de Polissya à Kovalivka (2-0).
Italie, 26e journée, 1re division
Sassuolo déroule face au Hellas Vérone (3-0), sans Darryl Bakola, resté sur le banc.
Le Torino coule sur le terrain du Genoa (0-3). Remplaçant, Niels Nkounkou n'a pas joué.
Italie, 28e journée, 3e division, groupe C
La réserve de l'Atalanta Bergame concède le nul face à Cosenza (0-0). Sur le banc au coup d'envoi, Digne Kaélas Pouna est entré à la 78e minute.
Kosovo, 21e journée, 1re division
Drita et Raddy Ovouka, titulaire, s'imposent 2-0 à Llapi et reprennent la première place à Balkani.
Pays-Bas, 24e journée, 1re division
Brayann Pereira est resté sur le banc lors du match nul de Nimègue sur la pelouse de l'Ajax Amsterdam (1-1). Nimègue est 3e avec 43 points.
Portugal, 3e journée des play-offs, 3e division
L'Academica Coimbra s'incline à Belenense (2-3). Beni Souza, titulaire au milieu, a égalisé à la 22e minute (1-1). C'est le 3e but de la saison, le premier dans ces play-offs du natif de Tremblay-en-France, prêté jusqu'en juin prochain par Benfica.
Pologne, 22e journée, 1re division
Première apparition dans le championnat polonais pour Yvan Ikia Dimi, entré à la 61e minute., lors du re-

vers de Gornik Zabrze face au Pogon Szczecin (0-1).
Cracovie prend un point à Lodz (0-0). Remplaçant, Gabriel Charpentier est entré à la 90e+1 minute, et a ainsi disputé sa première minute avec l'équipe première, depuis son arrivée le 8 septembre.
République tchèque, 23e journée, 1re division
Jablonec bat Karvina (1-0), sans Beni Makouana, non retenu.
Roumanie, 18e journée, 2e division
Sepsi l'emporte 2-1 chez le Dinamo Bucarest, sans Mavis Tchibota, absent de la feuille de match.
Allemagne, 23e journée, 1re division
Augsbourg s'impose 3-2 à Wolfsburg. Titulaire, Han-Noah Massengo a été remplacé à la 68e minute, à 1-1. Chrislain Matsima est toujours aux soins. Avec 28 points, Augsburg est 10e du classement.
Allemagne, 23e journée, 2e division
Nuremberg prend un point à Bochum (1-1). Rabby Nzingoula, titulaire, a été remplacé à la 52e minute. A l'inverse, Noah Le Bret Maboulou, remplaçant, a fait son apparition à la 81e minute.
Angleterre, 33e journée, 2e division
Oxford rapporte un point de Middlesbrough (0-0), avec Christ Makosso titulaire au poste d'axial droit.
Dans les rangs de «Boro», Adilson Malanda était titulaire, et ce pour le huitième match consécutif depuis son arrivée en Championship, début janvier.
Malgré ce point pris chez le deu-

xième, Oxford reste 23e et relégable.
Angleterre, 34e journée, 4e division
Bromley fait match nul à Harrogate (0-0), sans William Hondermarck, resté sur le banc.
Azerbaïdjan, 21e journée, 1re division
Sumaqayit et Qabala se neutralisent 0-0. Remplaçants au coup d'envoi, Simon Nsana et Domi Jaurès Massoumou sont entrés en jeu aux 86e et 61e minutes.
Le match de Qarabag chez le Neftchi Bakou a été reporté à une date ultérieure. Repos forcé pour Jérémie Gnali.
Chypre, 23e journée, 1re division
Réduit à dix la 68e minute, Pafos concède le nul 0-0 face à l'Anorthosis Famagouste, sans Mons Bassouamina, resté sur le banc.
Chypre, 21e journée, 2e division
Jason Ngouabi et l'APEA Akrotiri chutent à domicile face à l'Irakli Yerolakkou.
Albanie, 25e journée, 1re division
Flamurtarie s'incline face au Partizani (1-2), sans Archange Bintsouka, absent face au club par lequel il est prêté jusqu'en juin.
Belgique, 26e journée, 1re division
Le RAAL La Louvière chute face à Malines (0-2), sans Alexis Beka Beka, non retenu.
Bulgarie, 22e journée, 1re division
En raison des conditions météorologiques, le match entre le Lokomotiv Sofia et le Septemvri Sofia a été reporté à une date ultérieure.
Espagne, 27e journée, 2e division

Toujours pas de Pierre Mbemba, absent du groupe de Gijon, tenu en échec par Valladolid (2-2). L'ancien Stéphanois a disparu depuis le mois d'octobre dernier.
Espagne, 24e journée, 4e division, groupe 2
Le Real Union Irun l'emporte face à Eiber (2-1). Remplaçant, Corentin Louakima est entré à la 79e minute. Irun est premier du groupe avec 7 points d'avance sur Utebo.
Espagne, 23e journée, 5e division, groupe 2
La réserve du Sporting Gijon prend un point sur le terrain de l'UC Ceares (0-0). Titulaire, Fred Loki a été remplacé à la 69e minute.
Hongrie, 23e journée, 1re division
Arrivé au club le 14 février, Queyrell Tchicamboud était dans le groupe, sans entrer en jeu, de Zalaegerszeg, qui partage les points avec Debrecen (1-1).
L'ancien Parisien est prêté jusqu'en juin par les Autrichiens du Lask Linz.
LETO Győr se fait peur sur la pelouse de Paks (4-3). L'équipe de Sena Miangué, entré à la 90e minute, a mené 3-0 après 33 minutes, puis 4-1 à la 74e minute, avant de voir les locaux remonter au score.
Israël, 24e journée, 1re division
Sakhnin partage les points avec l'Hapoel Tel Aviv (0-0), sans Durel Avounou et Glid Otanga, absents du groupe de Sakhnin, ni Fernand Mayembo, qui soigne sa fracture de la clavicule.
L'Hapoel est 4e avec 45 points, devant Sakhnin, 8e avec 29 points. Camille Delourme

AVIS DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DU CENTRE MULTISERVICES DE VALORISATION DES BIORESSOURCES (CMVB) – RELANCE

I. Description du projet

Financé par l'Agence Française de Développement (AFD), le projet d'Appui à la Modernisation de l'Enseignement Supérieur (AMES) dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES), vise à :

- Contribuer à la modernisation du système d'enseignement supérieur, à travers (i) le financement compétitif de projets de recherche et de formation, (ii) l'appui à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) chargée de la formation initiale des enseignants, et (iii) des actions d'amélioration de la gouvernance et de la qualité du système ;
- Améliorer la qualité des formations, des résultats de la recherche et de l'employabilité des diplômés, sur la thématique prioritaire de la valorisation des bioressources. Un Centre Multiservices de Valorisation des Bioressources (CMVB) sera construit et équipé pour accueillir les formations professionnalisantes et proposer des services aux entreprises (formation et mise à disposition des installations) ;
- Redynamiser les partenariats et les coopérations scientifiques notamment avec des institutions françaises en matière de recherche et de formation.

II. Contenu du projet AMES

Le projet AMES dont l'objectif général est de contribuer au développement socio-économique du Congo sur les axes prioritaires identifiés par le Plan National de Développement (PND), pour l'amélioration de la qualité de son système d'enseignement supérieur a trois composantes :

- Composante 1 : Contribution à la modernisation de l'enseignement supérieur au Congo ;
- Composante 2 : Amélioration du continuum formation-recherche-insertion-professionnelle dans le domaine de la valorisation des bioressources ;
- Composante 3 : Gestion, accompagnement, partenariats.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la composante 2, il est prévu la construction d'un CMVB qui sera composé de :

- Une halle de technologie équipée de pilotes à petite échelle permettant la transformation, la stabilisation et le conditionnement des matières premières d'origine biologique correspondant aux principales spéculations existantes au Congo
- Un laboratoire d'analyses physico-chimiques
- Un laboratoire d'analyses microbiologiques
- Un laboratoire d'analyses sensorielles
- Un local technique et un local de stockage

Il s'agira donc d'un bâtiment contenant une halle de technologie et des laboratoires dédiés à la transformation des bio-ressources et qui possède 3 vocations :

- L'appui aux enseignants chercheurs pour des activités de recherche ;
- L'appui aux formations agroalimentaires de l'UMNG via des travaux pratiques pour ses étudiants ; et
- L'appui aux filières locales avec la prestation de petite production.

S'agissant de l'appui aux filières locales, les produits ciblés par le CMVB sont les suivants :

- Fruits et légumes (jus, confitures, produits séchés, coulis, conserves, gelées, marmelades) ;
- Produits céréaliers (farines, biscuits, pain, pâte, aliment de bétail) ;
- Produits carnés (séchage, fumage, conserve, saucisse...) ;
- Tubercules (farine, séchage, gâteaux...) ;
- Produits oléagineux (huiles, fruits séchés, tourteaux...) ;
- Fermentation et distillation (boissons alcoolisées, bière, huiles essentielles) ;
- Produits laitiers (lait pasteurisé, yaourts).

III. Intervenants

Afin de s'assurer d'un bon fonctionnement et d'une gestion efficiente du futur CMVB, le projet AMES, sous la supervision du MES et avec l'appui de l'Université Marien NGOUABI (UMNG), lance un appel à candidatures afin de recruter le personnel du CMVB.

Au total quatre (04) postes sont à pouvoir et sont ouverts :

- 3 postes pour le personnel déjà en poste au MES, au Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (MRSIT) ou à l'UMNG ou encore à l'Université Denis Sassou Nguesso (UDSN) répondant aux critères de sélection.

- o Directeur administratif et financier ;
- o Responsable du laboratoire de microbiologie ;
- o Responsables des laboratoires d'analyse physicochimiques et d'analyse sensorielle ;
- 1 poste pour le personnel déjà en poste au MES, au Ministère de la Recherche

Scientifique et de l'Innovation Technologique (MRSIT) ou à l'UMNG ou encore à l'Université Denis Sassou Nguesso (UDSN) et autres institutions ou entreprises privées répondant aux critères de sélection.

- o Responsable de la communication et de la documentation ;

IV-Attributions, responsabilités

1. Directeur administratif et financier

Titre : Directeur administratif et financier
Formation initiale : Licence ou Master en administration des entreprises et gestion financière
Missions principales : Sous la supervision du Directeur général ;
Fonction administrative :

- Définit les procédures de gestion administrative et de suivi comptable ;
- Élabore et effectue le suivi des tableaux de bord ;
- Gère les différents contrats et les diverses conventions pour garantir leur respect dans le cadre législatif et/ou réglementaire ;
- Prépare les conseils d'administration et établit les procès-verbaux ;
- Informe et conseille la direction en termes de contraintes fiscales et comptables ;
- Gère les relations avec la banque ;
- Veille au respect dans le cadre législatif et/ou réglementaire.

Fonction financière :

- Définit la politique financière et suit sa mise en œuvre ;
- Prépare et élabore des budgets, en assure les suivis ;
- S'assure du respect des procédures d'exécution des dépenses ;
- Gère la comptabilité et la trésorerie ;
- Négocie et gère les achats ;
- Effectue les rapports financiers auprès des bailleurs éventuels.

Fonction ressources humaines :

- Élabore les actes relatifs à la gestion du personnel ;
- Assure le suivi des données relatives à la paie, aux congés etc.

Qualifications :

- Être titulaire d'un diplôme de Licence ou Master en administration des entreprises et gestion financière ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins ;

Compétences :

- Maîtriser la finance, la comptabilité, la fiscalité et les dispositions légales et réglementaires ;
- Maîtriser l'outil informatique ;
- Avoir un esprit de synthèse et d'analyse ;
- Avoir des qualités d'organisation et managériales ;
- Savoir s'adapter ;
- Être autonome ;
- Avoir des aptitudes de travailler en équipe ;
- Exceller dans la négociation ;
- Maîtriser la gestion financière des subventions, dons, legs (en particulier suivant les exigences des donateurs et partenaires techniques et financiers) ;
- Être capable de gérer son stress.

2. Responsable de la communication et de la documentation

Titre : Responsable communication et documentation
Formation initiale : Licence ou Master information/communication avec compétences en informatique
Missions principales :
Sous la supervision du Directeur Général du CMVB, il ou elle :

- Assure l'enregistrement des documents, leur consultation et leur prêt éventuel ;
- Gère les abonnements à des revues professionnelles permettant d'assurer une veille technologique ;
- Reçoit les visiteurs et sert de relais au service questions-réponses en constituant progressivement une base de données des personnes ressources par grand domaine de valorisation ;
- Prépare annuellement la liste des documents à acquérir ;
- Est en charge de la communication du CMVB et de son offre de service (organisation d'événements, mise à jour du site Internet, suivi du plan marketing etc.) ;
- Contribue à la recherche de prospects et clients potentiels du CMVB.

Qualifications :

- Etre titulaire d’une Licence ou d’un de master en communication ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins.

Compétences

- Maîtriser l’outil informatique et la gestion / maintenance d’un site Internet ;
- Disposer d’excellentes compétences rédactionnelles ;
- Savoir gérer une bibliothèque et l’archivage ;
- Disposer de connaissances en marketing ;
- Être à l’écoute des usagers et de leurs besoins ;
- Disposer d’une aisance relationnelle ;
- Être une force de proposition ;
- Savoir gérer l’événementiel (organisation logistique, budgétaire etc.).

3. Responsable du laboratoire de microbiologie

Titre: Responsable du laboratoire de microbiologie

Formation initiale : Technicien Supérieur en microbiologie alimentaire ou équivalent

Missions principales :

Sous la supervision du Directeur général,

Fonction commerciale :

- Reçoit et traite les demandes des entreprises ou de toute structure souhaitant utiliser tout ou partie des équipements du laboratoire ;
 - Gère le planning du laboratoire ;
 - Aide à la conception et organisation de formation professionnelle dans le domaine de la microbiologie, hygiène et sureté / qualité des aliments.
- Fonction technique
- Appui à la réalisation des travaux pratiques des formations initiales et continues ;
 - Réalise des analyses microbiologiques pour le compte de tiers ;
 - Assure la préparation des milieux de culture et veille au bon fonctionnement des étuves et de la hotte à flux laminaire.

Fonction organisationnelle

- Garant de la bonne gestion Hygiène et Sécurité du laboratoire et responsable du processus d’accréditation / certification du laboratoire à moyen terme ;
 - Réalise les fiches de procédure d’utilisation de tous les appareils des laboratoires ;
 - Réalise l’entretien et la maintenance des équipements des deux laboratoires :
- Contrôle la destruction des milieux de culture à l’autoclave après lecture des résultats ;
 - Contrôle le parfait nettoyage des différentes zones du laboratoire ;
 - Prépare la liste des consommables à commander (boîtes de Petri, kits de mesure) pour maintenir la meilleure disponibilité fonctionnelle du laboratoire.

Qualifications :

- Etre titulaire d’un diplôme au moins de Technicien supérieur en microbiologie alimentaire ou équivalent
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins ;

Compétences

- Disposer d’une culture scientifique ;
- Connaître les réglementations en vigueur ;
- Faire une veille technologique et réglementaire ;
- Mettre en place des protocoles et procédures ;
- Être capable de travailler en équipe ;
- Disposer d’une capacité à lire et rédiger des documents techniques
- Être capable de respecter un budget
- Maîtriser l’outil informatique
- Savoir planifier les activités
- Savoir gérer les stocks et anticiper les besoins (réactifs etc.)
- Disposer d’une très bonne connaissance du secteur agroalimentaire et des notions sur les normes d’hygiène et de sécurité ;
- Disposer d’une aisance relationnelle permettant de répondre aux exigences des collègues, étudiants, visiteurs du centre et autres ;
- Disposer d’une bonne capacité d’adaptation.

4. Responsable des laboratoires d’analyses physicochimiques et d’analyse sensorielle

Titre: Responsable des laboratoires d’analyses physicochimiques et d’analyse sensorielle

Formation initiale : Technicien supérieur en analyses physicochimiques des aliments ou équivalent

Missions principales :

Sous la supervision du Directeur général,

Fonction commerciale :

- Reçoit et traite les demandes des entreprises ou de toute structure souhaitant utiliser tout ou partie des équipements des laboratoires ;
 - Gère le planning du laboratoire ;
 - Aide à la conception et organisation de formation professionnelle dans le domaine de la physico-chimie et l’analyse sensorielle des aliments.
- Fonction technique
- Appui à la réalisation des travaux pratiques des formations initiales et continues ;
 - Prépare les appareils avant utilisation ;
 - Réalise des analyses physicochimiques et des évaluations sensorielles pour le compte de tiers.

Fonction organisationnelle

- Garant de la bonne gestion Hygiène et Sécurité du laboratoire et responsable du processus d’accréditation / certification du laboratoire à moyen terme ;
 - Réalise les fiches de procédure d’utilisation de tous les appareils d’analyse qui seront installées en vue de l’opérateur ;
 - Réalise l’entretien et la maintenance des équipements des laboratoires :
- Vérifie la remise en état initial des appareils après utilisation (vidange éventuelle, nettoyage, etc.) ;
 - Prépare la liste des consommables à commander pour maintenir la meilleure disponibilité fonctionnelle du parc d’appareils.

Qualifications :

- Etre titulaire d’un diplôme au moins de Technicien supérieur en analyses physicochimiques des aliments ou équivalent ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins.

Compétences

- Disposer d’une culture scientifique ;
 - Connaître les réglementations en vigueur ;
 - Faire une veille technologique et réglementaire ;
 - Mettre en place des protocoles et procédures ;
 - Être capable de travailler en équipe ;
 - Disposer d’une capacité à lire et rédiger des documents techniques ;
 - Être capable de respecter un budget ;
 - Maîtriser l’outil informatique ;
 - Savoir planifier les activités ;
 - Savoir gérer les stocks et anticiper les besoins (réactifs etc.) ;
 - Disposer d’une très bonne connaissance du secteur agroalimentaire et des notions sur les normes d’hygiène et de sécurité ;
 - Disposer d’une aisance relationnelle permettant de répondre aux exigences des collègues, étudiants, visiteurs du centre et autres ;
- Disposer d’une bonne capacité d’adaptation.

VI.Lieu d’affectation

Les personnes recrutées exerceront leurs fonctions à Brazzaville au CMVB.

VII.Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué des documents suivants :

- le curriculum vitae bien détaillé ;
- la lettre de motivation à adresser à Madame le Point focal du projet AMES ;
- la ou les copies des attestations de l’employeur ;
- la liste indiquant 3 personnes de référence ;
- le (s) copies des diplômes requis.

VII.Evaluation annuelle et critères de performance du personnel du CMVB

L’évaluation des performances du personnel du CMVB se fera annuellement. Le Directeur général du CMVB sera chargé de faire ces évaluations sur la base de contrats de performance établis conjointement avec les indicateurs de résultats fixés. Le Directeur du CMVB sera à son tour évalué par un comité qui sera mis en place par le MES. Les résultats de ces évaluations seront communiqués à l’AFD pour information.

VIII.Procédure de recrutement

Le recrutement se déroulera de la manière suivante : Un comité sera chargé de la sélection et de l’analyse des dossiers de candidature et seuls les candidats retenus seront par la suite contactés pour des entretiens.

IX.Lieu de dépôt et date de clôture des candidatures

Les dossiers de candidature sont à déposer de 09h00 à 14h00 auprès de la Point focal du projet AMES (Directrice Administrative, de l’Equipement et du Patrimoine DAEP) au Cabinet du Ministère de l’Enseignement Supérieur situé au numéro 5 de l’avenue Lucien FOURNEAU à côté de l’Ambassade de l’Angola au plus le 13 mars 2026 à 12h00.

DISPARITION

Firmin Ayessa repose pour l'éternité à Ondza

La dépouille mortelle du ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a été mise en terre le 24 février. La cérémonie s'est déroulée en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, de membres du gouvernement et de nombreuses autorités.

Décédé le 17 février à Istanbul, en Turquie, feu Firmin Ayessa repose désormais aux côtés de ses aïeux à Ondza, localité située à neuf kilomètres de Makoua-centre, dans le département de la Cuvette.

L'atmosphère était lourde d'émotion et de tristesse ces derniers jours à Makoua. Entre témoignages, souvenirs et recueils, les Congolais présents aux obsèques ont exprimé leurs regrets tout en témoignant leur reconnaissance envers celui que beaucoup qualifiaient d'homme jovial et serviable.

« Nous avons perdu un papa, un yaya, un encadreur et un cadre qui était toujours à l'écoute. C'est vraiment une épreuve difficile pour nous



ainsi que pour tous les Congolais », a confié un habitant de Makoua.

Firmin Ayessa, qualifié de loyal serviteur de la République par ses pairs, a reçu les hommages

des pouvoirs ancestraux de la contrée, le 23 février, l'âme de l'illustre disparu a été confiée à Dieu lors de la messe d'action de grâce célébrée ce 24 février. C'est finalement à 12h05 que le chef de l'État, accompagné d'un groupe restreint de notables, a conduit Firmin Ayessa vers sa dernière demeure.

Marié et père de famille, Firmin Ayessa a accompli un parcours exemplaire qui lui a valu les distinctions honorifiques de Grand Officier de l'ordre national du Mérite congolais et de Commandeur de l'Ordre national de la paix. Né le 2 novembre 1951 à Ondza, il était député de Makoua et membre influent du Parti Congolais du Travail (PCT).

Rude Ngoma

La République reconnaissante rend un dernier hommage à Firmin Ayessa

Les corps constitués, les parents, amis et connaissances ainsi que les membres et sympathisants du Parti congolais du travail (PCT) ont rendu le 23 février, au Palais des congrès de Brazzaville, en présence du couple présidentiel, un dernier hommage au ministre d'État, Firmin Ayessa.

Un des éminents serviteurs du pays, le ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, décédé le 17 février à Istanbul, en Turquie, a été porté en terre le 24 février à Ondza, son village natal, situé à quelques encablures de Makoua. Accompagné de son épouse, le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, a déposé une gerbe de fleurs au pied du cercueil contenant le corps sans vie de l'illustre disparu avant de se

page vient de se tourner, même si sa mémoire reste toujours vivace. « Très cher Firmin, tu as magnifié la foi et le courage, tu as sublimé la fidélité que tu n'as cessé de nouveau, tu as exalté ton exemplaire loyauté. Comment pourrai-je l'oublier; comment pourrai-je t'oublier? Repose en paix et que la terre du Congo, notre bien commun que tu as tant aimé, te soit légère ! », a écrit Denis Sassou N'Guesso dans le livre de condoléances.

son parcours politique et d'homme d'État. Une vie riche en expérience et pleine d'enseignements, a résumé celui qui a eu des entretiens, des échanges et des confidences avec l'illustre disparu jusqu'aux derniers instants de sa vie.

« Le fin stratège Firmin Ayessa a été de toutes les batailles politiques du président de la République, qu'elles soient nationales ou internationales. Le ministre d'État, directeur de cabinet du président de la Répu-

celle de 2016. Son rôle pouvait être aussi joué dans l'ombre, comme c'était le cas en 2015 au moment où, suivant le bon sens, il avait fallu proposer au peuple congolais le changement de Constitution », a déclaré Gilbert Ondongo.

Ils ont témoigné

Selon lui, en sa qualité de ministre d'État, directeur de cabinet du président de la République, Firmin Ayessa recevait et parlait avec tous les opposants au pouvoir et s'acquittait totalement du respect de ses interlocuteurs de l'opposition. C'était son rôle dans l'ombre.

Présidente du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail, un parti de l'opposition, Claudine Munari, elle aussi, a loué les qualités de l'illustre disparu. « Nous pleurons Firmin Ayessa, nous sommes nombreux à le pleurer parce que c'était un homme bon. Un bon compatriote, toujours jovial, toujours disposé à avancer avec les autres. Et pourtant, nous ne sommes pas du même bord (lui et moi), mais nous avons une très belle amitié, c'était quelqu'un de bien et nous le pleurons aujourd'hui », a reconnu la députée de Mouyondzi.

Député de la circonscription électorale unique d'Ongoni, dans le département de la Nkényi-Alima, Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia déplore la disparition de cette icône de la vie politique nationale. « Je perds un papa, un monsieur très bienveillant,

toujours disposé à écouter, à conseiller, à accompagner les plus jeunes. Nous sommes très attristés et l'hommage qui vient de lui être rendu à la fois par l'oraison funèbre lue par le ministre d'État, Gilbert Ondongo, mais également par le mot du président, nous a plongés encore dans une tristesse. Mais, que voulez-vous ? Ainsi va la vie, il va falloir continuer; il va falloir vivre cette élection sans lui, il va falloir apprendre à vivre sans lui », a-t-il regretté.

L'ambassadeur de Turquie au Congo, Hilmi Ege Türemen, a réitéré les condoléances de son pays à la partie congolaise. « Au nom de mon pays, celui de mon président de la République de Turquie qui, d'ailleurs, a envoyé un message de condoléances à son homologue congolais par voie diplomatique, nous exprimons nos condoléances les plus sincères... En tout cas, avec le défunt, nous avons eu de très bonnes relations, des relations professionnelles ainsi que des relations qui unissent nos deux pays. Avec sa disparition, c'est quelque chose qui touche la Turquie mais aussi le Congo », a-t-il laissé entendre.

Marié et père de famille, Firmin Ayessa a eu un parcours exemplaire qui lui a valu les distinctions honorifiques de Grand Officier de l'ordre national du Mérite congolais et de Commandeur de l'Ordre national de la paix.

Parfait Wilfried Douniama



Une vue des corps constitués nationaux./DR

recueillir devant sa mémoire et réconforter la famille éplorée.

Le président de la République a également visité l'exposition photo organisée en hommage à Firmin Ayessa, l'un de ses fidèles dont la

Le représentant personnel du président de la République, Gilbert Ondongo, dans son oraison funèbre, a rappelé la vie et l'œuvre de Firmin Ayessa, de sa naissance à Ondza à sa vie professionnelle,

blique, avait toujours un rôle à jouer. Ce rôle pouvait être public comme celui de directeur national de la campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle de 2009 et à